

Questions orales

Penchons-nous maintenant sur un autre aspect du problème. La Communauté européenne est en train de discuter pour savoir si, d'ici la fin du siècle, les voitures japonaises accapareront 15 p. 100 ou 17 p. 100 du marché de l'automobile en Europe. Au Canada, les japonaises occupent aujourd'hui 36 p. 100 de notre marché. Quelles sont les mesures concrètes que ce ministre est disposé à annoncer aujourd'hui pour assurer un bon niveau de contenu canadien et des emplois pour les Canadiens dans le secteur des pièces d'automobile?

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je voudrais dire à mon collègue que, de ce côté-ci de la Chambre, nous n'aimons pas du tout voir disparaître des usines de pièces d'automobile, parce que cela coûte des emplois.

M. Peterson: Eh bien, agissez.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Mon collègue devrait se retenir et attendre le reste de la réponse.

Comme je l'ai dit hier à la conférence de presse à Washington, l'une des principales choses qui nous importent dans nos négociations avec les États-Unis, c'est le statut du Pacte de l'automobile. Nous sommes déterminés à maintenir le Pacte de l'automobile sauf si nous pouvons trouver une meilleure entente pour améliorer la position des travailleurs canadiens de l'automobile, que ce soit dans le secteur des pièces ou dans les usines de montage. C'est l'objectif que nous nous sommes fixé et c'est l'une des choses auxquelles nous avons tenu fermement dans les négociations du week-end.

* * *

LES IMPLANTS MAMMAIRES

Mme Dawn Black (New Westminster—Burnaby): J'aimerais revenir sur une question intéressant le ministre de la Santé et soulevée à plusieurs reprises à la Chambre par mon collègue de Mission—Coquitlam et moi-même.

Hier, la société Dow Corning a été obligée de révéler certaines informations sur les risques que présentent les implants mammaires en silicone, informations qu'elle tenait secrètes depuis plus de 20 ans.

Le ministre a refusé aujourd'hui d'interdire ces implants, disant qu'il voulait avoir des preuves irréfutables qu'ils étaient dangereux. Or, il a obtenu des preuves du Dr Blais, de son ministère, qui a été renvoyé pour avoir exprimé ces craintes.

Les propres experts de la société Dow Corning ont jugé leurs actes inexcusables et ont établi un parallèle avec la

catastrophe du réservoir d'essence de la Pinto qu'on avait voulu étouffer.

Le ministre peut-il aujourd'hui assurer les femmes canadiennes qu'il va interdire les implants mammaires en silicone? Je le lui demande.

L'hon. Benoit Bouchard (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, je répète encore une fois que les implants mammaires en silicone ne sont pas en vente au Canada aujourd'hui. C'est clair.

La députée a mentionné le Dr Blais. Le Dr Blais a été invité à deux reprises par ses pairs à prouver aux experts qu'il avait raison. Ses arguments ont été rejetés à deux reprises. Si le Dr Blais a en mains des preuves qui pourraient convaincre d'autres experts au Canada, je n'hésiterai pas à me ranger à leur avis.

Les informations divulguées hier par la société Dow Corning ont été examinées par mon ministère. S'il existe la moindre possibilité que nous ayons été mal informés, je prendrai des mesures immédiatement. Entre-temps, je répète que l'on ne peut à l'heure actuelle trouver d'implants mammaires en silicone au Canada.

Mme Dawn Black (New Westminster—Burnaby): Monsieur le Président, le fait reste que, même s'il y a moratoire, les médecins ont des stocks de prothèses mammaires en silicone à leur cabinet. Le ministre ne sait pas si on ne les utilise pas.

Le ministre va-t-il ordonner la tenue d'une enquête complète et indépendante sur le processus qu'on a suivi à la Direction générale de la protection de la santé pour approuver l'utilisation de prothèses mammaires en silicone au Canada? Il a déjà parlé d'une enquête interne. Ce n'est pas suffisant. Les Canadiennes ont le droit de savoir quel est le processus qui a permis d'approuver l'utilisation de ces prothèses au Canada. . .

M. le Président: La députée a posé sa question.

L'hon. Benoit Bouchard (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social a examiné toutes les questions concernant les instruments médicaux.

La députée devrait en parler avec sa collègue de Mission—Coquitlam que j'ai rencontrée l'été dernier avec d'autres femmes. Je leur ai dit que le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social allait entreprendre un vaste examen du système en ce qui concerne les instruments médicaux. Elle et les autres femmes se sont dites d'accord à ce moment-là. Nous travaillons à ce dossier, et dès que nous disposerons d'information, je lui en ferai bien sûr part, à elle et à tous les Canadiens.